

# LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 29 MARS 2018

## SOMMAIRE

- 1) **Tous ensemble...**
- 2) **Les fachos arrivent à nos portes**
- 3) **Il quitte sa fonction : il est usé**
- 4) **Il décide de quoi**
- 5) **La chasse est ouverte...**



Diez Gérard La Presse en Revue

**I) "Le visage d'Arnaud Beltrame vient combler un vide et une attente"**



Hommage à Arnaud Beltrame devant la gendarmerie de Carcassonne, le 25 mars 2018. (Eric CABANIS / AFP)

## **Pour l'historienne Bénédicte Chéron, le gendarme mort en héros a "relégué au second plan le visage de 'l'ennemi'".**

Alors qu'un hommage national est rendu ce mercredi 28 mars à Arnaud Beltrame, mort lors des attentats de l'Aude de vendredi après avoir échangé sa vie contre celle d'une otage, nous avons interrogé l'historienne Bénédicte Chéron, enseignante à l'Institut catholique de Paris, sur le traitement médiatique de cette attaque. Dans une tribune parue en juillet 2016 sur [Le Plus de "l'Obs"](#), après l'attaque de Nice, cette spécialiste des représentations des conflits s'interrogeait sur l'absence de figures héroïques alternatives à opposer à celles des terroristes.

### **L'Elysée a décidé de rendre un hommage national au gendarme Arnaud Beltrame. Une telle décision est-elle exceptionnelle ?**

L'hommage national rendu à un militaire n'est pas exceptionnel : ces cérémonies rythment le traitement médiatique des opérations extérieures françaises, soit qu'elles aient lieu aux Invalides, comme cela est le cas pour le lieutenant-colonel Arnaud Beltrame, soit qu'elles se déroulent dans les villes d'origine des militaires décédés au combat. De même, après le décès de Xavier Jugelé, tué sur les Champs-Élysées le 20 avril 2017, un hommage national lui a été rendu dans la cour de la préfecture de police de Paris.

Ce qui marque notre imaginaire collectif cette fois-ci, c'est qu'Arnaud Beltrame, gendarme, donc militaire, est mort en exerçant sa mission sur le sol national. Seul le temps pourra permettre de dire si son nom reste davantage dans la mémoire collective française que ceux des militaires qui perdent la vie en opération extérieure, mais le traitement médiatique du décès du lieutenant-colonel Beltrame est, en soi, déjà exceptionnel. Il est notable aussi que fleurisse ici et là la volonté que son nom soit attribué à des rues ou qu'il soit annoncé que les cloches de Notre-Dame de Paris sonneront lors du passage du convoi funéraire.

### **Comment l'expliquer ?**

Depuis les années 2007-2008, des rituels médiatiques se sont progressivement mis en place lorsqu'un soldat français meurt au combat, en opération. Sa photo, sur fond de drapeau français, et son nom sont diffusés ; l'état-major communique sur les conditions du décès, sur le fait d'armes qui l'a précédé et les journalistes en rendent compte avec distance critique et contextualisation. Cependant ces circonstances sont lointaines pour les Français.

Arnaud Beltrame a mis en œuvre avec un courage hors norme son savoir-faire de gendarme sur le sol national, dans un contexte qui est celui de la vie quotidienne des Français. Il n'est pas simplement une figure sacrificielle, il est aussi une figure de combattant. Il n'est pas entré dans le supermarché pour mourir : il est entré pour agir, de sang-froid, sachant que cette action pouvait le conduire à la mort et dépassant ce risque possible. Il obtient qu'une otage soit libérée et le fait qu'il

pose son téléphone ouvert a facilité l'assaut du GIGN. En cela, il exerce une forme de courage qui est proprement celle des hommes d'armes, qui allie l'exercice de la force à l'acceptation du sacrifice possible.

### **Au lendemain de l'attaque terroriste de Trèbes, c'est justement le visage d'Arnaud Beltrame qui a fait la une de nombreux journaux, et non celle de Radouane Lakdim, l'auteur de l'attaque...**

Il y a en effet une nouveauté. Jusqu'alors, après une attaque sur le sol français, le traitement médiatique, pour des raisons multiples et complexes liées à la nature des faits eux-mêmes et à des effets de focalisation, mettait surtout en avant des images des terroristes. La photo de Mohamed Lahouaiej Bouhlej, l'auteur de l'attentat de Nice, avait ainsi fait la une du journal "Libération", accompagné de ces mots qui renvoyait à un imaginaire de la performance autant qu'à un imaginaire chevaleresque : ["31 ans, 84 victimes, adoubé par l'EI"](#).

Montrer et raconter le destin des terroristes n'a rien d'illégitime, au contraire, sous réserve des précautions élémentaires d'usage des mots et des images. La connaissance de la figure de l'ennemi est utile et David Thomson [a rappelé](#) que ceux pour qui ils sont des héros n'ont pas besoin des médias français pour les connaître. Mais face à la violence, incarnée par des visages très identifiables, ne répondaient que des photos de foules, symbolisant une société unie et forte, ce qui est nécessaire et salvateur, mais qu'aucun visage ne venait incarner de manière forte. L'acte héroïque d'Arnaud Beltrame a changé la donne : son visage est plus présent dans les médias que celui de l'ennemi, et il vient côtoyer les images des civils victimes.

### **En quoi ce renversement est-il important ?**

Après un attentat, la société a face à elle plusieurs représentations : une image de violence sans limite, incarnée par les terroristes islamistes, une image de paix et de solidarité nationale, avec les photos des rassemblements en hommage aux victimes, et une image politique faite de propositions plus ou moins sensées et d'éléments de langage parfois malheureux. Sans tomber dans une logique bêtement propagandiste ou belliciste, il manquait dans ce paysage de représentations une image de force. La force se différencie de la violence dans le sens où elle s'exerce avec des limites, fixées collectivement par la loi et par la morale. En tant que gendarme, Arnaud Beltrame incarne cette nécessaire figure de force, aux côtés des autres images. Il ne s'agit pas ici d'instrumentaliser ce destin, même si des politiques le feront inévitablement, mais de constater que son visage vient combler un vide et une attente dont les multiples manifestations qui ponctuent cette semaine sont le symptôme.

### **Le fait que ce soit un militaire, en l'occurrence un gendarme, qui soit aujourd'hui l'incarnation de cette figure du héros marque-t-il là aussi un tournant ?**

Il faudra du temps pour analyser la place qu'occupera la figure du lieutenant-colonel Beltrame dans notre mémoire nationale à moyen et long terme : il est d'ores et déjà qualifié de héros et bien des caractéristiques de son parcours légitiment l'usage de ce terme. Il est d'ailleurs intéressant de noter que, dans l'histoire longue de la guerre, les circonstances de la mort d'un combattant mettent dans la lumière toutes ses actions antérieures. Or, depuis vendredi, on découvre [les faits d'armes antérieurs](#) d'Arnaud

Beltrame, déjà marqué du sceau du courage et du savoir-faire combattant.

La défaite de 1940, le traumatisme de la guerre d'Algérie ont durablement marqué l'imaginaire français. Ce n'est pas un hasard si on ne trouve aucun grand héros militaire dans le cinéma français qui raconte les conflits armés à partir de 1940. Les films sur la Seconde Guerre mondiale, par exemple, mettent en scène des héros civils au sein de la résistance. Puis, avec la guerre d'Algérie, le soldat français a longtemps été raconté par le cinéma et la diversité des représentations médiatiques soit comme une victime soit comme un bourreau.

A la fin des années 1990, la sociologue Anne Muxel avait mené une étude sur les références héroïques des jeunes Français (publiée dans l'ouvrage collectif, ["la Fabrique des héros"](#)). Étaient cités des militants, des humanitaires, des journalistes, beaucoup plus rarement des figures portant un uniforme national. Ces représentations sont en train d'évoluer. Alors que les Français avaient effacé de leur imaginaire les héros combattants, la figure d'Arnaud Beltrame est emblématique de ce courage qui leur est propre et de sa valeur intrinsèque quand il est exercé avec abnégation et mesure, au service de la nation.

Propos recueillis par Sébastien Billard

[Sébastien Billard](#)

Journaliste

## **II) Bastion Social, le mouvement néofasciste qui s'implante en France**

[Nicolas Lebourg](#)

**L'activisme néofasciste refait parler de lui à bas bruit depuis plusieurs jours, en divers lieux du territoire. Si des agressions sont à déplorer, un récent mouvement, plus intelligemment structuré, est en train de percer.**

À Paris, c'est une [attaque du Lycée Autogéré](#) qui a été revendiquée par le [GUD](#). Suite aux violences perpétrées à son université de droit, Montpellier a connu [des tensions](#) entre manifestants antifascistes et radicaux de la [Ligue du Midi](#). À Lille, plusieurs étudiants ont été agressés lundi 26 mars près de la faculté de droit de Lille 2 par des membres d'un groupe d'extrême droite local.

À Marseille également [le climat a été lourd](#), en raison de l'ouverture du local du [Bastion Social](#). Nouveau né de la scène de [l'extrême droite radicale](#), ce mouvement, partiellement issu du GUD dont il semblerait que le nom soit donc

dorénavant réservé aux actions coup-de-poing, est celui qui commence à retenir l'attention.

## Les racines du Bastion Social

Le Bastion Social est un mouvement en expansion lancé par les gudards, où [se sont aussi fondus](#) les membres d'[Edelweiss-Savoie](#) (fondé en 2013 après la dissolution des [Jeunesses Nationalistes](#) par l'État), et qui s'inspire largement du succès de [CasaPound](#) en Italie.

L'expérience du Bastion Social tombe à point, tant la concomitance d'un gouvernement ouvertement euro-libéral avec la [crise de confiance](#) dans le Front national constitue une occasion en or pour un mouvement néofasciste de s'offrir un repositionnement. L'imitation des «*fascistes du troisième millénaire*» de CasaPound n'a pas commencé en 2018. Avant le Bastion Social, il y a eu le Mouvement d'Action Sociale (MAS). On ne peut pas dire que le premier soit le simple rejeton du second. Cependant, comprendre pourquoi et comment agissent ces militants qui font aujourd'hui parler d'eux demande de se pencher quelque peu sur l'expérience du MAS, qui fut ô combien plus discrète.

Le MAS apparaît en 2002, avec des militants orphelins de leur organisation dissoute par l'État, [Unité Radicale](#) (UR), suite à [l'attentat manqué contre Jacques Chirac](#). Ils ont d'abord rejoint les [Jeunesses Identitaires](#), fondées par l'équipe dirigeante d'UR après la dissolution. Mais les cadres ne souhaitaient pas continuer sur la lancée idéologique et les modalités d'agitation et propagande des années précédentes.

*Comme CasaPound, le groupe se réfère au philosophe italien Julius Evola, théoricien majeur de l'extrême droite radicale, à la fois dans sa conception d'une vision païenne du monde et dans celle d'une unité continentale fédérant des communautés ethniques.*

Ils ont préféré mettre à profit l'interdiction de leur ancien mouvement pour provoquer une révolution culturelle dans leur mouvance. Comme tout *reboot*, celui-ci provoque des déceptions: l'abandon de l'anticapitalisme, de l'antisionisme, du totalitarisme et des références aux fascismes mènent certains militants à rompre avec les Identitaires et à édifier leur propre mouvement.

Ces sécessionnistes créent d'abord le groupuscule Pro Patria, auto-dissout en 2009, qui s'inspirait des Nationalistes Autonomes allemands –eux-mêmes ayant rompu avec le fantasme de constituer des partis-milices, selon la forme classique du fascisme, pour s'identifier à la structuration de [l'ultra-gauche](#)– par groupes affinitaires, avec des réseaux fluides d'individus qui s'interconnectent lors des actions.

Pro Patria se transforme vite en MAS (2010) et noue des liens, en particulier avec le Groupe Union défense (GUD), [Terre et Peuple](#) (mouvement [«völkisch»](#) qui défend un nationalisme du sol et du sang, et qui entretient à dessein un certain nombre d'ambiguïtés avec le nazisme) et les Belges [post-rexistes](#) de [Nation](#).

Le MAS s'avère déjà très inspiré par les Italiens de CasaPound. Ses militants animent d'ailleurs une émission –«*Méridien Zéro*»– sur la web-radio internationale de CasaPound, Radio Bandiera

Nera. «*Méridien Zéro*» a continué malgré l'incendie de son studio-local du MAS en 2014 et même après la disparition du mouvement en 2016.

Comme CasaPound encore, le groupe se réfère également au philosophe italien [Julius Evola](#), théoricien majeur de l'extrême droite radicale, à la fois dans sa conception d'une vision païenne du monde et dans celle d'une unité continentale fédérant des communautés ethniques. Ses membres n'animent pas de revue propre mais se réfèrent à Rébellion, un magazine national-bolchevique toulousain à la dimension sociale marquée, à [Réfléchir et agir](#), un magazine *völkisch*, et sont liés à Zentropa, blog esthétique d'extrême droite radicale qui cherche à produire une culture graphique. Forger un type de visuel spécifique à une vision politique, afin de mieux véhiculer cette dernière: c'était là ce que le [futurisme](#) avait réussi au bénéfice du fascisme il y a un siècle.

## Agir local, penser global

Stratégiquement, la volonté du MAS d'investir la contre-culture et l'ultra-gauche est nette et n'est pas sans évoquer la galaxie dite «socialiste-européenne» qui, après Mai-68, voulait lier ensemble mouvances anarchiste et néonazie. On peut aisément en relever divers exemples.

En 2011, les militants du MAS firent des collages sur les banques parisiennes dénonçant [«les banksters»](#). Cette même année, ils sont présents dans la [tentative française](#) d'imitation du mouvement des [Indignados](#) espagnols. À partir de 2013, on les retrouve dans la multiplication des «*Zones à défendre*» (ZAD). Ces tentatives de participer aux mouvements d'ultra-gauche sont dénoncées comme des «*infiltrations fascistes*» par les intéressés –et les militants du MAS ont été physiquement sortis à diverses reprises des ZAD dans lesquelles ils s'étaient invités. Il y a cependant de la part de ces militants nationalistes-révolutionnaires une vraie logique idéologique, leur utopie étant bien celle de créer des communautés locales enracinées et fédérées dans un grand espace européen.

*Le refus du MAS de verser dans l'islamophobie pour en rester à une conception ethnique des rapports intercommunautaires, affirmant que l'islam n'est qu'un moyen du capitalisme international pour détruire la conscience ethno-culturelle européenne, est clairement contraire à l'évolution générale des extrêmes droites françaises.*

Sur le plan géopolitique, ils constituent toutefois un cas assez rare dans l'actuel nationalisme français en récusant un [point de vue pro-russe](#), contrairement à une tendance de fond de l'extrême droite française et européenne, et en rejetant nettement les [conceptions néo-eurasistes](#). Pour eux, la Russie de Vladimir Poutine n'est qu'un autre dispositif du capitalisme mondialisé. Cette position n'est toutefois pas hégémonique dans leur espace, puisque le journal national-bolchevique Rébellion a pris position pour le rattachement de la Crimée à la Russie. Les gudards lyonnais que l'on retrouve au Bastion Social ont eux, dès le début de la crise ukrainienne, violemment critiqué la Russie, et ont participé en avril 2017 à la conférence «*PanEuropa*» à Kiev du Réseau Reconquista (à l'esthétique franchement nazifiante), pour qui l'Europe n'est pas à dimension eurasiatique, mais comprise entre les mers de l'Adriatique, de la Baltique et la Mer noire –ce qui renvoie à un vieux projet polonais remis au goût du jour depuis peu, mais dont le principe revient à définir une

une Europe dont la Russie serait externalisée.

De même, le refus du MAS de verser dans l'islamophobie pour en rester à une conception ethnique des rapports intercommunautaires, affirmant que l'islam n'est qu'un moyen du capitalisme international pour détruire la conscience ethno-culturelle européenne, est clairement contraire à l'évolution générale des extrêmes droites françaises.

Le groupuscule était arrivé à essaimer sur le territoire de l'Auvergne à Nantes, mais connaissait manifestement un *turn-over* permanent. Il a tenté de le compenser en produisant diverses structures périphériques et en s'auto-définissant comme un réseau: association d'aide aux sans domicile fixe (peu active), groupes de randonnées, ciné-clubs, structures d'aide humanitaire en Grèce, etc. En somme, ici, l'action sociale n'était nullement disjointe du combat culturel: on est bien plus proche de CasaPound que des [bavardages du combat culturel](#) à la française.

## La recherche d'un espace

La volonté de construire une ligne «néo-nazie de gauche» a toujours laissé à la plus extrême marge les groupuscules français. Elle a été tentée par de nombreux groupes éphémères dans les années 1968-1978. Toutes les apparitions, de Pro Patria puis du MAS, n'ont jamais rassemblé qu'une quinzaine de personnes. Par ailleurs, le décalque des innovations du nationalisme allemand et italien est toujours compliqué en France, pour des raisons de différence sociologique du milieu militant comme des diversités de réception des sociétés nationales.

Pour que le groupe puisse faire corps, il lui faut des ennemis identifiés, le sentiment qu'un moment se joue.

Néanmoins, force est de constater que la marque Bastion Social paraît séduire, même si ces percées sont pour l'instant concentrées sur des zones assez classiques d'implantation des radicaux. Pourquoi cela semble-t-il prendre, alors qu'une expérience proche comme celle du MAS n'attira pas l'attention? Peut-être est-ce d'abord un effet d'ambiance: le Front national ennuie actuellement. Sans doute est-ce également lié à l'angle pragmatique localiste du Bastion Social: si le politique ne change rien, alors agir ici et maintenant ne serait plus le signe vain des agissements groupusculaires mais une façon de «*réenchanter le monde*».

En proclamant que ses valeurs sont «*autonomie-identité-justice sociale*», le Bastion Social n'invente certes rien –le slogan lui-même n'étant pas sans rappeler celui d'un mouvement du début des années 1990. Mais à cette date, les néofascistes n'avaient pas face à eux un FN en doute, une Europe en crise, un terrorisme islamiste en force, une ultra-gauche vivante. Car pour que le groupe puisse faire corps, il lui faut des ennemis identifiés, le sentiment qu'un moment se joue. Si les *reboots* peuvent décevoir, les *crossovers* aimantent le public...

En cela, les agitations actuelles sont, pour l'instant, moins tributaires de la technique des militants que du climat produit par de la déliquescence de l'espace public et les assauts de démagogie consécutifs à chaque attentat.

### III) Démission du maire de Sevrans, "usé" par le mépris de l'État pour les banlieues

Stéphane Gatignon, maire de Sevrans (Seine-Saint-Denis) depuis 2001, a démissionné mardi de ses fonctions, "usé" par le "mépris de l'État pour les banlieues", a-t-il déclaré à l'AFP, confirmant des propos tenus dans la presse.

L'édile écologiste (UDE) a fait part de sa démission lors du conseil municipal mardi soir, quelques heures après l'avoir annoncée dans une interview au Monde et au Parisien.

"Je suis usé par la fonction et par les blocages qui viennent d'en haut", a-t-il dit à l'AFP. "Ca fait 17 ans que je suis maire. Il faut de la niaque, se battre. J'avais dit que quand je n'aurais plus de jus, j'arrêtera. Voilà, c'est le moment".

Sa démission intervient à quelques semaines de la publication d'un très attendu "rapport Borloo" pour les quartiers, commandé à l'ancien ministre de la Ville par le gouvernement, et que M. Gatignon a qualifié de "plan de la dernière chance".

"Il y a de plus en plus une vision de la banlieue qui est lointaine de la part des gouvernants", a-t-il déploré, fustigeant le "mépris" de l'Etat. Dans les quartiers, "on est à 30-35 % de gens qui vivent en-dessous du seuil de pauvreté", a-t-il rappelé, "pourtant les gens se battent, ça bosse, c'est la démerde, mais ça peut pas continuer comme ça. Il faut avancer". "Ce qui se passe en banlieue, ce monde parallèle, il arrange beaucoup de gens, a-t-il ajouté, "ça ne peut pas durer".

Mardi soir, le hastag #nousmestousGatignon, était apparu sur les réseaux sociaux, tweeté par Philippe Rio, maire PCF de Grigny (Essonne) et Catherine Arenou, maire LR de Chanteloup-les-Vignes (Yvelines). "Nous, maires de banlieue, connaissons la violence, la misère et la relégation. Nous savons lutter contre. Cependant, nous ne tolérons pas le mépris du Gouvernement #nousmestousGatignon", a écrit Mme Arenou.

Les mandats de M. Gatignon ont été marqués par des coups d'éclat. Ardent défenseur de la dépénalisation du cannabis, il avait réclamé en 2011 l'intervention de l'armée pour rétablir la sécurité dans sa ville, après une série d'homicides liés au trafic de drogue. Un an plus tard, il avait fait une grève de la faim devant l'Assemblée nationale pour obtenir des aides de l'État pour les villes pauvres.

Il a tour à tour été engagé au Parti communiste, puis à Europe Ecologie, qu'il avait quitté en 2015, pour rallier le mouvement Ecologistes!. Il a soutenu Emmanuel Macron pour la présidentielle 2017.

FranceSoir

LAPRESSEENREVUE.EU

### IV) Octogénaire tuée : le Crif ne souhaite pas la venue du FN et des Insoumis à la marche blanche

La présidente du FN, Marine Le Pen, sera à la «marche blanche» organisée mercredi après le meurtre de Mireille Knoll, alors que le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) ne souhaitait pas la venue du FN. Plus étonnant, Francis Kalifat, le patron du Crif, a aussi déclaré Mélenchon persona non grata. Dans un premier temps, il a estimé que le chef de la France insoumise pourrait se rendre à la manifestation, et se mettre «où il veut dans le cortège», tout en relevant une «contradiction» entre sa présence et son soutien au «boycott d'Israël» qui exprimerait «une haine de l'Etat d'Israël et des juifs».

Mais dans la soirée, Francis Kalifat a durci sa position : «Soyons clairs ni Jean-Luc Mélenchon et les insoumis ni Marine Le Pen et le FN seront les bienvenus demain», a-t-il écrit dans un tweet. Position qu'il a confirmée ce matin sur RTL. Il considère que ces deux partis sont «infréquentables», et donc «pas les bienvenus». «Chacun est libre de se rendre à une manifestation» a affirmé le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux, qui a précisé ne pas partager la position du Crif. Daniel Knoll, fils de Mireille Knoll, a lui aussi fustigé la position de Kalifat sur RTL ce matin. Jean-Luc Mélenchon a par la suite confirmé sa venue à la marche. (Cliquez sur le tweet pour voir la vidéo). [mise à jour ; après que le fils de Mireille Knoll a fustigé la position du Crif, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon ont annoncé leur venue à la marche blanche]



### V) Fraude fiscale : le plan de l'exécutif pour mieux chasser les fraudeurs

Par latribune.fr

Un nouveau projet de loi anti-fraude doit être présenté, ce mercredi, en Conseil des ministres. Le texte prévoit de renforcer l'arsenal judiciaire hexagonal afin de lutter plus efficacement contre l'évasion fiscale, étend la possibilité de rendre public le nom des grands fraudeurs, mais ne remet pas en question le monopole de Bercy en matière de poursuites pénales.

Le gouvernement veut s'attaquer à la fraude fiscale. Le ministre des Comptes publics Gérard Darmanin va présenter son projet de loi anti-fraude fiscale, ce mercredi, en Conseil des ministres, présenté comme la contrepartie de la loi sur le droit à l'erreur et des baisses d'impôts adoptées à l'automne. Il doit muscler les outils de l'administration dans la traque des gros fraudeurs fiscaux.

"Nous souhaitons bien distinguer les gens de bonne foi des fraudeurs", précise l'entourage du ministre. "L'objectif, c'est d'être plus efficace dans la lutte contre la fraude", ajoute-t-on.

Si ces dernières années, plusieurs mesures ont été adoptées pour rendre la traque des fraudeurs plus efficace, à l'image de la loi sur la lutte contre la fraude fiscale, votée dans le sillage de l'affaire Cahuzac, la série d'affaires révélées par la presse, des Panama papers aux Swissleaks, a montré qu'il existait encore des failles. Selon le syndicat Solidaires Finances publiques, la fraude fiscale coûterait entre 60 et 80 milliards d'euros chaque année à la France.

Ce nouveau texte sera débattu "avant l'été" au parlement, en vue d'une adoption définitive au début de l'automne, a indiqué Bercy.

#### Une police fiscale à Bercy

Le texte devrait comprendre la création d'un service d'enquête spécialisé au sein de Bercy, qui pourra être saisi par le parquet national financier (PNF) pour les affaires nécessitant une expertise fiscale pointue.

"Aujourd'hui, on bute sur des capacités d'enquête", souligne l'entourage de M. Darmanin, qui précise que 260 affaires sont aujourd'hui en attente d'un traitement judiciaire. "Cela permettra à la justice d'avancer", notamment "sur les dossiers complexes".

Depuis 2010, cette compétence était réservée à la Brigade nationale de répression de la délinquance fiscale (BNRDF), directement rattachée au ministère de l'Intérieur. Ce nouveau service, à compétence nationale et dirigé par un magistrat, sera doté entre 30 à 50 inspecteurs ou contrôleurs des impôts, sous statut d'officier fiscal judiciaire. Concrètement, ils auront la même formation et les mêmes pouvoirs que des policiers.

#### Le "name and shame"

Mais la principale nouveauté devrait être la publication du nom du fraudeur obligatoire en cas de condamnation pénale, sauf décision expresse du juge, et la création d'une procédure de plaider coupable pour les fraudeurs poursuivis au pénal et disposés à reconnaître leurs torts. Jusqu'à présent, les redressements fiscaux étaient couverts par un strict secret fiscal.

Bercy semble donc décidé à appliquer ce qu'on appelle le "name and shame" ("nommer et faire honte", en français), autrement dit, faire de la publicité sur les sanctions données aux gros fraudeurs en les nommant explicitement.

#### Le "verrou de Bercy" toujours fermé ?

Rien n'est, en revanche, prévu concernant le fameux "verrou de Bercy", la mission parlementaire chargée de réfléchir à ce sujet épineux n'ayant pas encore rendu ses travaux.

Contesté, il octroie au ministère des Finances les pleins pouvoirs pour déclencher des poursuites judiciaires pour fraude fiscale. Comment ça marche ? Le fisc saisit la Commission des infractions fiscales (CIF) qui décide ensuite de transmettre ou pas le dossier à la justice. Cette petite "sélection", bien que la CIF n'invalide que 5% des plaintes, a toujours fait débat.

(Avec AFP)

**LA  
TRIBUNE**

**A Suivre...  
La Presse en Revue**